

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION
DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT

6ème bureau

PB/CBE

Ref. : Tel. 35.03.53.94

Rappeler impérativement les références ci-dessus

S.A. DISTILLERIE HAUGUEL

GONFREVILLE L'ORCHER

PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

ROUEN, le 10 juin 91.

A R R E T E

LE PREFET,
DE LA REGION DE HAUTE-NORMANDIE
PREFET DE LA SEINE-MARITIME
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

V U :

La loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

La loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application des lois des 16 décembre 1964 (titre 1er) et 19 juillet 1976 précitées,

Les arrêtés préfectoraux en date des 2 octobre 1935, 6 avril 1976 et 8 avril 1988 autorisant la S.A. DISTILLERIE HAUGUEL à exploiter une distillerie à GONFREVILLE L'ORCHER,

Le rapport de l'inspection des installations classées en date du 23 mars 1990,

La délibération du conseil départemental d'hygiène en date du 10 avril 1990,

Les notifications faites à la Société les 30 mars 1990 et 15 mai 1990,

La lettre en date du 29 mai 1990 de la S.A. DISTILLERIE HAUGUEL formulant des observations sur le texte de prescriptions complémentaires concernant ses installations de GONFREVILLE L'ORCHER,

Le nouveau rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 avril 1991,

.../...

C O N S I D E R A N T

Que la S.A. DISTILLERIE HAUGUEL présente des risques d'incendie et d'explosion créant des zones de dangers à l'extérieur de l'établissement,

Qu'il y a lieu en conséquence de faire application des dispositions de l'article 18 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977,

A R R E T E :

ARTICLE 1er : La S.A. DISTILLERIE HAUGUEL, dont le siège social est Hameau de Gournay 76 GONFREVILLE L'ORCHER, est tenue de se conformer pour l'exploitation de ses installations situées à l'adresse précitée aux dispositions complémentaires suivantes :

Les activités exercées sont répertoriées sous les numéros suivants de la nomenclature :

- n° 253 B : AUTORISATION : Dépôt de liquides inflammables de la 1ère catégorie.

- n° 261 A : AUTORISATION : Installation de mélange de liquides inflammables.

- n° 37 : AUTORISATION : Rectification des alcools.

I.1. Caractéristiques des installations :

Les activités de l'établissement comprendront l'exploitation :

a) d'un dépôt de liquides inflammables d'une capacité de 989 m³ composé d'alcools rectifiés et de solvants,

b) d'un atelier de dénaturation d'alcools par mélange d'alcools éthylique - méthylque et isopropylique,

c) d'un atelier de rectification d'alcools naturels et industriels par distillation d'une capacité maximum de 30 m³/jour,

d) des installations annexes :

- . une chaufferie d'une puissance thermique de 0,5 MW
- . de bureaux.

I.2. Conformité aux plans et données techniques :

Les installations seront disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques présentés par l'industriel. Tout projet de modification de ces plans ou des caractéristiques des installations devra faire avant réalisation, l'objet d'une demande présentée aux services préfectoraux.

.../...

I.3. Réglementation :

L'établissement reste soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 6 avril 1976 ainsi qu'aux textes suivants :

- . instruction du 6 juin 1953
- . arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif au bruit des installations classées
- . arrêté du 31 mars 1980 relatif aux installations électriques des installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.

I.4. Distances d'isolement :

L'existence d'installations à risques implique l'existence de zones de dangers autour des installations de la S.A. Distillerie HAUGUEL de GONFREVILLE L'ORCHER.

La zone rapprochée n'est pas destinée à la construction ou à l'installation de locaux nouveaux habités ou occupés par des tiers, à l'exception d'extensions réduites de constructions existantes d'établissements industriels à faible densité de main d'oeuvre ne présentant pas une augmentation potentielle de risques ou de voies de circulation nouvelles autres que ceux et celles nécessaires à la desserte et à l'exploitation de l'établissement.

Cette zone est définie par une distance d'éloignement de 100 m par rapport à la périphérie des installations de la Distillerie HAUGUEL.

La zone éloignée n'est pas destinée à la construction ou à l'installation de nouveaux établissements recevant du public, des immeubles de grande hauteur, des aires de sport ou d'accueil du public sans structures, des aires de camping ou de stationnement de caravanes ou de nouvelles voies à grande circulation dont le débit est supérieur à 2 000 véhicules par jour.

Cette zone est définie par une distance d'éloignement de 270 mètres par rapport à la périphérie des installations de la Distillerie HAUGUEL.

Les zones sont définies sans préjudice de l'application des règlements relatifs à l'urbanisme.

A l'intérieur d'un périmètre de sécurité de 54 mètres par rapport aux bords des cuvettes de rétention, l'industriel prendra toutes dispositions pour permettre en permanence le libre accès ainsi que le déploiement des moyens de secours et de lutte contre l'incendie.

I.4.a. Obligation de l'exploitant :

L'exploitant saisira les services préfectoraux de tout projet de changement du mode d'occupation des sols dont il aura connaissance et qui ne correspondrait pas aux définitions précédentes.

L'exploitant est tenu d'informer les maires de GONFREVILLE L'ORCHER et de SAINT MARTIN DU MANOIR ainsi que les propriétaires concernés de ces zones de dangers et des conséquences des accidents majeurs.

.../...

I.5. Protection des eaux :

1) Les cuvettes de rétention devront avoir un volume au moins égal à celui du plus gros réservoir contenu ou la moitié de la capacité totale de tous les bacs situés dans la cuvette.

2) Les merlons ou murets de rétention seront étanches et devront résister au choc d'une vague provenant de la rupture d'un réservoir. Ils seront périodiquement surveillés et entretenus.

Ceux-ci devront au moins être stables au feu d'une durée de 4 heures. Cette durée pourra être augmentée à la demande des services de secours et de lutte contre l'incendie pour être compatible avec le plan d'opération interne notamment si ce dernier plan présente des durées d'intervention supérieures.

3) Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, les eaux de lavage, les eaux d'incendie (exercice ou sinistre) devront être collectées et traitées avant rejet au milieu naturel.

Des aménagements seront réalisés de manière à obtenir une rétention des eaux d'incendie d'au moins 150 m³.

En situation normale, ces eaux devront respecter avant rejet la qualité minimale suivante :

. Teneur en hydrocarbures : 15 mg/l (NF T 90.203)

. Demande chimique en oxygène : 120 mg/l)

. Azote kjedahl : 10 mg/l) pour un rejet direct
au milieu naturel

En situation anormale, justifiant d'une déclaration dans les termes prévus à l'article 38 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977, l'exploitant pourra être autorisé par arrêté préfectoral pris en application de l'article 6 de la loi n° 76.563 à rejeter des eaux contenant jusqu'à 30 mg/l d'hydrocarbures.

I.6) Mesures préparatoires à la lutte contre l'incendie :

1) Le réseau d'eau d'incendie sera maillé et sectionnable tant en ce qui concerne l'eau de protection que la solution moussante, dès notification du présent arrêté.

Des bras morts pourront être autorisés sur proposition de l'inspection des installations classées aux services préfectoraux sous réserve que ces sections non maillées ne fassent pas plus de 50 m de long et soient destinées à des ouvrages accessibles ou protégeables par d'autres sections.

2) Le réseau d'eau sera équipé de bouches ou de poteaux d'incendie normalisés incongelables de diamètre 100 mm ou 2 x 100 mm.

Ce réseau sera équipé de raccords normalisés permettant son alimentation par des moyens mobiles tels que moto-pompes, ces raccords dont l'implantation sera déterminée en accord avec les services de secours et d'incendie, seront si possible éloignés de la pomperie-incendie fixe.

..... /

3) Le débit d'eau d'incendie devra permettre la protection de tous les ouvrages ou unités situés dans la zone en feu ou à moins de 50 mètres de celle-ci et l'attaque ou le confinement du feu tel que défini à la prescription I.6.4.

Pour les réservoirs non dotés de couronnes d'arrosage, le débit de référence sera celui des lances préconisées pour la protection.

Pour la projection de solution moussante destinée au confinement ou à l'attaque des feux de liquide, les débits d'eau seront ceux retenus en application de la prescription I.6.4.

4) L'exploitant devra s'assurer de réunir le matériel nécessaire à l'extinction de tous les feux susceptibles de se produire dans son dépôt soit grâce à des moyens propres soit grâce à des protocoles ou conventions d'aide mutuelle précisés dans le plan d'opération interne établi en liaison avec les services de lutte contre l'incendie. Les moyens maintenus sur le site, notamment en ce qui concerne la réserve d'émulseur et sa mise en oeuvre devront permettre :

. l'extinction en 20 minutes et le refroidissement du réservoir du plus gros diamètre ainsi que la protection des réservoirs voisins menacés.

. l'attaque à la mousse du feu de la plus grande cuvette (bacs déduits) avec un taux d'application réduit pour contenir le feu et simultanément la protection des installations menacées par le feu telles que définies aux prescriptions I.6.3. et I.6.4. Ces moyens devront être opérationnels jusqu'à l'arrivée d'aide extérieure avec un minimum de 1 heure.

Pour la détermination des moyens en solution moussante nécessaire à l'extinction de feux de liquide (feu de bac ou feu de cuvette) le taux d'application théorique sera de : $15 \text{ l/m}^2/\text{mm}$.

Le taux d'application réduit destiné à contenir le feu sera pris égal à la moitié du taux d'application théorique.

L'exploitant devra s'assurer que les qualités d'émulseur qu'il choisit, tant en ce qui concerne ses moyens propres que ceux mis en commun, sont compatibles avec les produits stockés.

Le plan d'opération interne sera révisé en tenant compte de ces nouvelles dispositions et devra permettre d'envisager l'extinction d'un feu de cuvette dans un délai de 3 h.

Les dépôts mixtes d'hydrocarbures et de produits polaires ne doivent disposer que de réserves en émulseurs polyvalents.

5) Des exercices de mise en oeuvre du matériel incendie notamment des essais d'émulseurs sur feu réel doivent être organisés une fois par an en concertation entre l'exploitant, l'inspection des installations classées et les services de secours et d'incendie.

I.7) Aménagement du dépôt :

Un second accès au dépôt sera maintenu en toute circonstance.

1) Les traversées de murets par des canalisations devront être jointoyées par des produits coupe feu 4 heures.

.../...

Toutes les canalisations qui ne sont pas strictement nécessaires à l'exploitation de la cuvette ou à sa sécurité devront être exclues de celles-ci. En cas de conduite générale alimentant plusieurs cuvettes seules des dérivations sectionnables pourront pénétrer celles-ci.

2°) Les cuvettes de rétention qui ne respectent pas les distances définies à la prescription n° 1 vis-à-vis des bâtiments existants seront équipées de déversoirs de mousse. Ceux-ci seront implantés aux points de la cuvette ne respectant pas les distances susvisées.

I.8) Gestion du dépôt :

1) Les cuvettes à rangées multiples seront réservées de préférence aux produits les moins inflammables.

Les réservoirs calculés pour des pressions internes supérieures à 5g/cm² seront affectés aux produits les moins volatiles tout en veillant au maintien dans une même cuvette ou dans un même compartiment de produits de même catégorie.

L'exploitant détermine, sous sa responsabilité, le point de rupture préférentiel des réservoirs en cas de surpression interne et aménage le cas échéant celui-ci pour faciliter la rupture à la liaison robe-toit.

2) L'exploitant devra maintenir au bureau de réception ou de garde un exemplaire du P.O.I. et un inventaire de l'affectation des bacs.

Cet inventaire sera mis à jour chaque jour ouvré après les transferts de liquides en fin de journée.

3) Des travaux d'entretien, d'aménagement ou de réparation sur le dépôt ne doivent être réalisés qu'avec l'autorisation écrite du responsable du dépôt ou du responsable d'exploitation.

Il devra recevoir une formation particulière sur la délivrance de ces autorisations (appelées communément permis de travail et permis-feu).

La validité et le respect des conditions d'octroi de ces permis seront contrôlés au démarrage et durant chaque poste par des personnes qualifiées de la société exploitante du dépôt et habilitées à remplir ces tâches.

Lorsque la sécurité ne peut plus être assurée (démantèlement des protections incendies, montée en puissance des travaux, occupation anormale des aires de circulation et de manutention) l'activité d'exploitation doit cesser dans la partie du dépôt concernée.

4) Les mélanges ou formulations de produits ne pourront se faire que dans des aires ou des cuvettes spécialement affectées à cet usage à l'écart des zones de stockage.

Les réservoirs ou enceintes où sont réalisées ces opérations seront munis d'appareils de suivi, de contrôles des paramètres significatifs du procédé d'élaboration (débit, pression, température).

.../...

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) - parties législatives et réglementaires - du code du travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspecteur du travail pour l'application de ces règlements.

ARTICLE 2 : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

ARTICLE 3 : L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail, de l'inspection des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 4 : En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article 23 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 5 : Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration dans le délai d'un mois et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article 14 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 7 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

.../...

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la Préfecture de la Seine Maritime, le sous-préfet du HAVRE, le maire de GONFREVILLE L'ORCHER, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute Normandie, les inspecteurs des Installations Classées, le directeur départemental du travail et de l'emploi, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de GONFREVILLE L'ORCHER.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

ROUEN, le 10 JUIN 1991.

LE PREFET,

Pour le Préfet. et par délégation,
le Secrétaire Général,

Pierre MIRABAUD

Pour ampliation
Le chef de bureau


J. LABITTE

- zone rapprochée : 100 m
- zone éloignée : 270 m

